

Liste « à l'initiative de l'Ecole Emancipée »

« Porter nos revendications avec détermination, quel que soit le pouvoir en place ! »

Véronique Bonnet, Surgères, 17
Chrystel Ferignac, L'île d'Olonne, 85
Nicolas Habera, Leers, 59
Valérie Soumaille, Poitiers, 86
Membres du bureau national sortant,
Et :
Aubarbier Guy, Poitiers 86
Auvinet Valérie, Surgères, 17
Balh Raymond, Strasbourg 67
Baquet Carole, Le Havre, 76
Bédiée Jean-Damien, Poitiers, 86
Bekhtari Mélissa, Valence d'Agen, 82
Bellesoeur Marie-France, Ingré, 45
Bellesoeur Etienne, St Jean de Braye, 45
Bennejean Cécile, Poitiers, 86
Bertolino Guy, Montpellier, 34
Caubet Philippe, Auxerre, 89
Chaudieu Véronique, Poissy, 78
Ferté Lysiane, Poitiers, 86
Gagnier Gérard, Beaufort, 26
Greffioz Jean, Annecy, 74
Guillot Gérard, Poitiers 86
Herbez Frédérique, Ste Clotilde, 974
Laget Emmanuel, L'île d'Olonne, 85
Laguillaumie Pierre, Chevannes, 89
Lajaumont Sonia, Limoges, 87
Laurentin Marie-Pierre, Poitiers, 86
Leprêtre Yvan, Saintes, 17
Maillet Jean, Montargis, 45
Maillet Toinette, Montargis, 45
Maratier Josy, Saujon, 17
Massat Bernard, Poitiers 86
Mayeras Pascale, La Rochelle, 17
Pénitot Jacques, St Denis de la Réunion, 974
Pfiffer Michèle, Saintes, 17
Prisot Arnaud, Auxerre, 89
Solbes Corinne, Surgères, 17
Vey Daniel, Paris, 75

Après 10 ans de droite au pouvoir, dont 5 ans de Sarkozysme, les électeurs-trices de F. Hollande attendaient une amélioration de leurs conditions de vie. *Le changement* ne devait-il pas être pour *maintenant* ? Or, après plus de 18 mois de pouvoir social-libéral, la période est toujours aussi rude pour

les salariés, les privés d'emploi, les jeunes, les retraités, et particulièrement les femmes.

Le syndicalisme, en grande difficulté pour obtenir des victoires face à la violence des attaques des gouvernements précédents, semble aujourd'hui en plus grande difficulté encore. Sur fond de division entre organisations visant une réelle transformation sociale et organisations développant un syndicalisme d'accompagnement du nouveau pouvoir, il se heurte en effet à la question suivante : Comment s'opposer à une politique toujours libérale et lutter contre la résignation qui s'est emparée d'une grande partie de la population, sans se couper d'une base qui a massivement voté pour Hollande, ni compromettre leurs chances de participer à d'éventuelles négociations ?

Les militantEs de l'ÉE se retrouvent, avec d'autres, pour combattre les politiques régressives, porter débats et propositions, refuser fatalisme ou accompagnement des mauvaises réformes Ayrault/Hollande, comme ils/elles ont lutté toutes ces dernières années de droite au pouvoir. C'est sur ces bases que s'est constituée cette liste « à l'initiative de l'ÉE ».

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère...

La crise financière de 2008 dont les capitalistes sont les seuls responsables est devenue une crise économique et sociale qui n'en finit pas. La situation dégradée de l'emploi pèse lourdement sur le financement de notre système de protection sociale basé sur les cotisations salariales et patronales liées aux salaires. La régression du pouvoir d'achat des salariéEs et des retraitéEs, la remise en cause d'acquis sociaux, les cadeaux faits aux patrons, la dégradation du droit du travail, la réduction des services publics ... **aujourd'hui comme hier, de cette société là, on n'en veut pas !**

Nos vies valent toujours plus que leurs profits !

« Mon véritable adversaire c'est le monde de la finance » déclarait le candidat Hollande en janvier 2012. Mais cet affrontement se résume à une succession de reculades et promesses non tenues. Quant à la grande réforme fiscale promise, enterrée hier, de retour aujourd'hui : plan sincère de gauche ou tactique anti incendie ? Les multiples niches, exonérations, déductions et optimisations fiscales qui amputent de plus de 70 milliards d'€ les caisses de l'Etat, continueront-elles de servir l'intérêt des riches et des actionnaires ? En s'attachant prioritairement à mettre en œuvre une politique de redressement des finances publiques par une rigoureuse purge des dépenses plutôt qu'en s'attaquant à ce qui obère les recettes, la loi de finance pour 2014 va continuer de

faire payer la dette publique à la population qui n'en est pourtant pas responsable ! Les exemples de pays Européens où sévissent les politiques d'austérité sont criants : quand ni les services publics, ni le système de protection sociale ne jouent plus leur rôle de redistribution des richesses, la misère se développe à grande vitesse et l'espérance de vie recule.

De l'argent il y en a, de plus en plus, dans les caisses du patronat !

Les moyens de développer les services publics et une protection sociale solidaire pour touTEs existent! Même s'il stagne depuis 2012, le PIB de la France, résultat du travail des salariéEs, a atteint des valeurs qui permettraient sans problème de financer la solidarité constitutive des droits sociaux collectifs auxquels nous sommes attachéEs. La bourse a retrouvé une santé étourdissante, les grandes entreprises n'ont jamais fait autant de profits, **il est grand temps de reprendre au capital les 10% de richesses qu'il s'est accaparé au détriment des salariéEs.**

Les politiques menées doivent servir les 99% que nous sommes :

Faut des moyens, pas 3 fois rien, il faut des postes, faut du fric pour l'service public¹

Avec un budget global pour 2014 bâti sur une réduction des dépenses de 15 milliards d'€, le gouvernement fait le choix de dégrader encore les services publics et la protection sociale. La baisse de 4% du budget du ministère des Sports et de la Jeunesse, amène par ex une réduction de 50% pour l'action « promotion du sport pour le plus grand nombre ». Du point de vue de l'emploi : le non remplacement systématique d'un départ à la retraite sur deux qui a entraîné la suppression de 150 000 emplois dans la fonction publique d'Etat entre 2007 et 2012 a été stoppé. Certes, l'annonce de la création de 60 000 emplois en 5 ans préserve l'éducation nationale de nouvelles suppressions. Mais le compte n'y est pas puisque ce sont plus de 80 000 postes qui y ont été perdus sous Sarkozy et que le budget 2014 prévoit des suppressions qui vont toucher la quasi-totalité des autres secteurs, dont le ministère des Sports et de la Jeunesse, et entraîner une nouvelle dégradation de la qualité du service rendu aux usagers et des conditions de travail des personnels.

En lieu et place de la « Refondation » de l'Ecole...

Rappelons, avec la FSU, qu'une Ecole qui forme aux grands enjeux de société doit permettre à touTEs les élèves de développer une lecture critique du monde par les apports de toutes les disciplines. Pour l'ÉÉ, le maintien de la référence au socle commun et de son outil d'évaluation, le LPC, dans la loi dite de refondation de l'Ecole est significatif d'une politique

éducative qui demeure d'orientation libérale. Conformément aux diktats européens, elle est conçue comme élément d'amélioration de la compétitivité économique, et loin de viser la réussite et l'émancipation de touTEs, travaille l'employabilité d'une partie de la jeunesse en se centrant sur des savoirs et compétences « de base ». Le socle commun n'aurait pas été plus acceptable hier, s'il avait comporté un huitième pilier pour l'EPS. Ce n'est pas, aujourd'hui, le rajout du mot *culture* pour en faire le socle commun de connaissances, de compétences *et de culture*, qui le rend plus admissible à nos yeux. Comment imaginer que des savoirs disciplinaires ambitieux pour nos élèves puissent être compatibles avec le socle maintenu ?

En EPS, les hausses continues d'effectifs impactent particulièrement les conditions d'enseignement et d'apprentissage. La rigidité des programmes et les exigences certificatives incohérentes et irréalistes du DNB au BAC, induisent souffrance des enseignantEs et appauvrissement des expériences motrices proposées aux élèves. Le plaisir d'apprendre passe aussi par des contenus variés et porteurs de sens.

... Construire ensemble une Ecole et une Education Physique émancipatrices

Former à l'Ecole des citoyenNEs cultivéEs, autonomes, créatifs-ves, capables de sens critique et d'expressions libres, peut-il se faire sans repenser les modes d'organisation, les structures et les méthodes pédagogiques ? Peut-on viser la réussite de touTEs les élèves sans poser les questions liées aux mises en œuvre favorisant le désir et le plaisir d'apprendre ; aux modes d'évaluation, de notation, de certification ; aux rythmes d'apprentissage de chaque citoyen-élève ; aux rapports professeur/élève ? Amener les élèves à être de plus en plus autonomes dans leurs apprentissages est-il possible sans affranchir l'Ecole de l'autoritarisme généralisé qui y sévit ? La formation initiale prépare-t-elle aujourd'hui de futurs enseignantEs concepteurs-trices / chercheurs-euses / créatifs-ves ? Peut-on exercer sa liberté pédagogique quand on est somméE d'appliquer des programmes ou référentiels dénués de sens ? Pour que l'Ecole joue son rôle d'ascenseur social, il faudrait bien autre chose que ce que propose la loi de refondation.

Parce qu'elle dessine la société de demain, professionnellEs liéEs aux métiers de l'éducation et usagers doivent être associéEs à la construction d'une Ecole émancipée à la fois de l'utilitarisme qui lui est assigné et de l'autoritarisme généralisé dans lesquels elle est enfermée.

Dans cette Ecole, le sport notamment de compétition, peut-il être la référence culturelle de l'Education Physique que nous défendons ? Véritable miroir du système capitaliste cynique et prédateur que nous combattons, l'actualité sportive (inter)nationale condense blanchiment d'argent sale, triches,

¹ Sur l'air de Bellaciao

mensonges, dopage, exploitations de travailleurs-esclaves (coupe du monde de foot au Qatar, JO de Sotchi), atteinte à l'environnement ou à la santé, mépris des populations délogées, indécence des dépenses. Pour l'amour des jeux, on ferme les yeux sur les valeurs humanistes fondamentales (athlètes voilées, droits de l'homme bafoués (JO de Pekin), loi anti gays (JO de Sotchi-Russie)). Les requins de la finance là aussi spéculent et sont récompensés (Lakshmi Mittal porteur de la flamme aux JO de Londres), et que dire du monde du football français qui refuse de se soumettre à l'imposition à 75% de la partie des salaires dépassant 1 million d'euros par an ? Pour les militantEs de l'EE, si l'activité physique peut être émancipatrice, le sport institué est intrinsèquement porteur de valeurs aliénantes et destructrices (compétitivité, sélection...)

Pour tout ce qui précède :

Assez tergiversé, reprenons le combat !

La politique du gouvernement Hollande/Ayrault c'est : des budgets pour 2013 et 2014 poursuivant les suppressions de postes dans le secteur public ; les salaires des fonctionnaires gelés pour les 3^{ème} et 4^{ème} années consécutives ; une loi de refondation de l'Ecole qui ne remet pas en cause la vision libérale de l'éducation ; un accord interprofessionnel attaquant le droit du travail ; une nouvelle réforme des retraites en droite ligne avec les réformes précédentes ; la poursuite des expulsions des migrantES sans papiers... **Bref, une politique dans la continuité de celle que nous n'avons cessé de combattre quand elle était menée par la droite au pouvoir.**

Transformer la société pour en faire une société plus juste et solidaire ne peut se faire sans un rapport de force favorable à la prise en compte de nos revendications. Les concertations en tout genre mises en place par le gouvernement, si elles rompent avec le déni de démocratie de la période Sarkozy, se traduisent par des propositions gouvernementales dont les fondements restent d'orientation libérale. **Notre syndicalisme ne peut se satisfaire de ce simple changement de ton...**

Le syndicalisme de transformation sociale est confronté à la division orchestrée par les organisations syndicales réformistes et au souci de ne pas se couper d'une base qui a voté très majoritairement Hollande. Il a cependant la responsabilité d'organiser la résistance à la libéralisation de la société.

C'est d'une réelle alternative aux politiques libérales dont nous avons besoin

Nous ne voyons en effet pas comment nos revendications pour l'EPS, le sport scolaire ou l'accès aux pratiques physiques pour touTES pourraient être satisfaites dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique qui a remplacé la

RGPP mais poursuit le même objectif de restriction des moyens.

Pour imposer nos revendications, construire les mobilisations !

Le SNEP a maintes fois fait la preuve de sa capacité à mobiliser sur les questions relatives à l'EPS, au sport scolaire et au sport. Sa représentativité incontestable lui confère une responsabilité particulière pour faire avancer les revendications sur son champ spécifique. Mais avec l'analyse que nous portons de l'orientation gouvernementale, il est pour nous illusoire de penser que ces revendications spécifiques pourraient aboutir dans le contexte de la politique générale actuelle, tout comme il est malheureusement illusoire de croire que sans mobilisations et bien qu'il mène le pays vers une crise sociale majeure, le gouvernement pourrait changer de cap.

Autrement dit, nous pensons qu'aussi fort qu'il soit, le SNEP ne pourra obtenir de victoire syndicale pérenne qu'en s'inscrivant dans une posture combative de construction de mobilisations susceptibles d'imposer un système basé sur une autre redistribution des richesses. Loin d'abandonner les revendications spécifiques à nos métiers, nous défendons l'idée que c'est parce qu'un mouvement social large aura pu imposer une alternative aux orientations libérales, que nous reconquerrons des services publics rénovés et démocratisés et parmi eux des services publics Jeunesse et Sports et Education Nationale émancipateurs dans lesquels nous aurons toute notre place.

C'est cette orientation que défend l'ÉE au SNEP. Celle d'un syndicalisme critique du libéralisme et lucide sur les dérives sociales-libérales. Un syndicalisme courageux qui porte ses mandats avec détermination soutenu par les mobilisations qu'il encourage et organise quel que soit le pouvoir en place. Un syndicalisme qui participe sans ostracisme aux collectifs unitaires de mobilisation, aux campagnes d'éducation populaire, aux AG de grévistes, pour porter les alternatives crédibles aux choix imposés par les pouvoirs en place. Un syndicalisme qui aide ses adhérentEs à comprendre que le contexte général et ses conséquences sur leur métier résultent de choix idéologiques qui ne sont pas inéluctables, et ce faisant, lutte contre la résignation, redonne l'espoir d'un autre monde possible, favorise les mobilisations les plus larges... pour permettre au mouvement social d'être enfin entendu et *in fine* à nos revendications spécifiques d'aboutir.

**Vous partagez ces orientations ?
Renforcez la place de l'ÉE au SNEP-FSU,
votez et faites voter pour la liste
« à l'initiative de l'ÉE » !!**